

## **Le Canada fait preuve de bons sens en appuyant la gestion de l'offre**

Il est étonnant de voir un grand quotidien canadien, comme *The Gazette*, plaider pour que le Canada fasse d'emblée des concessions plutôt que de se préoccuper des gains possibles dans la négociation d'un accord de libre-échange Trans-Pacifique. C'est pourtant ce que fait *The Gazette* dans son éditorial du 17 novembre, intitulé *It's time to end supply management*, en demandant au gouvernement d'abandonner la gestion de l'offre avant même de débiter les discussions.

Depuis 1986, le Canada a signé 14 accords commerciaux, dont l'ALÉNA, tout en préservant un modèle agricole qui, seulement dans le secteur laitier, lui offre des retombées économiques de 15,1 milliards de dollars, des retombées fiscales de 3 milliards de dollars, procure 215 000 emplois aux Canadiens et assure un approvisionnement de produits variés, innovateurs et de grande qualité. Les producteurs de lait retirent un juste prix entièrement du marché et sans subventions gouvernementales. Qu'ils puissent vivre honorablement de leur entreprise, eux qui travaillent 7 jours sur 7 dans des conditions climatiques qui n'ont rien de comparables à celles de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande, plutôt que de produire à perte et survivre grâce aux subventions comme les producteurs européens et américains, ce n'est pas honteux, c'est tout à l'honneur de notre pays.

Si la gestion de l'offre était depuis 40 ans le boulet qui empêche le Canada d'exporter, comment pourrait-il, comme le souligne *The Gazette*, faire partie du « top 10 » des plus grands pays commerçants ? Depuis 1986, la valeur des exportations agricoles canadiennes a plus que triplé, atteignant quelque 37 milliards de dollars en 2010. La gestion de l'offre n'a donc certainement pas empêché les productions exportatrices de développer de nouveaux marchés, comme le prétend *The Gazette*. Une chose devrait préoccuper l'éditorialiste cependant. Au cours de la même période, le revenu net des agriculteurs canadiens, qui était de 3,6 milliards de dollars en 1986, s'élevait en dollars constant à 2,7 milliards en 2010. Et n'eût été des subventions gouvernementales, nos collègues de ces productions auraient été dans le rouge la plupart du temps.

Quant au citoyen, rien ne garantit que la déréglementation du secteur laitier et avicole lui soit bénéfique. Au contraire, non seulement devrait-il déboursier des milliards de dollars supplémentaires en subventions agricoles, mais l'expérience de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, deux pays cités par le quotidien et qui ont déréglementé leur secteur laitier démontre le contraire. Il est vrai que le prix à la ferme y a chuté après la déréglementation, mais l'indice du prix de détail y a connu une augmentation plus rapide que celui du Canada.

Le gouvernement canadien fait donc preuve de gros bon sens en appuyant la gestion de l'offre.

Marcel Groleau  
Président de la Fédération des producteurs de lait